

**Accord du 3 février 2025**

relatif aux salaires au 1<sup>er</sup> mars 2025  
(Centre-Val de Loire)

NOR : ASET2550218M

IDCC : 2609

---

Entre l'(les) organisation(s) professionnelle(s) d'employeur(s) :

**FFB Centre-Val de Loire ;**  
**CAPEB Centre-Val de Loire,**

d'une part,

et le(s) syndicat(s) de salariés :

**FO Centre ;**  
**CFTC Centre ;**  
**UR Bois CFDT Centre ;**  
**CFE-CGC Centre,**

d'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

En application du titre III de la convention collective nationale des employés, techniciens et agents de maîtrise du bâtiment du 12 juillet 2006, étendue par arrêté ministériel du 5 juin 2007, et de l'accord collectif national du 26 septembre 2007 relatif à la classification des emplois des ETAM du bâtiment, les organisations d'employeurs et de salariés de la région Centre-Val de Loire adhérentes aux organisations d'employeurs et de salariés représentatives au niveau national, se sont réunies et ont trouvé un accord sur le barème de salaires minimaux des ETAM du bâtiment de la région Centre-Val de Loire à compter du 1<sup>er</sup> mars 2025.

*(Voir page suivante.)*

## Article 1<sup>er</sup>

Pour la région Centre-Val de Loire, les parties signataires du présent accord prenant en compte l'objectif d'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes, ont fixé le barème des salaires mensuels minimaux des ETAM du bâtiment comme indiqué dans le tableau ci-après :

Position	Horaire collectif à 35 heures par semaine ou 35 heures en moyenne sur l'année
Niveau A	1 808 €
Niveau B	1 907 €
Niveau C	2 049 €
Niveau D	2 185 €
Niveau E	2 419 €
Niveau F	2 777 €
Niveau G	3 042 €
Niveau H	3 311 €

## Article 2

Compte tenu de la structure des entreprises de la branche, il n'est pas nécessaire de prévoir de stipulation spécifique pour les entreprises employant moins de 50 salariés.

## Article 3

Conformément au code du travail, le présent accord sera déposé à la direction générale du travail et remis au secrétariat-greffe du conseil de prud'hommes d'Orléans.

## Article 4

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord au ministre du travail, de l'emploi et du dialogue social.

*Fait à Olivet, le 3 février 2025.*

(Suivent les signatures.)